

**Art. 67.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Namen, 3 februari 2022.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

—  
Nota

(1) *Zitting 2021-2022.*

Stukken van het Waals Parlement, 796 (2021-2022) Nrs. 1 tot 10.

Volledig verslag, plenaire zitting van 2 februari 2022.

Bespreking.

Stemming.

—————  
**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2022/20351]

**17 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017 portant exécution du décret du 9 mars 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 mars 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital, modifié par le décret du 17 juillet 2018 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017 portant exécution du décret du 9 mars 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2018 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 août 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 septembre 2021 ;

Vu le rapport du 6 septembre 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis n° 70.792/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 janvier 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu les décisions de l'Organe de concertation intra-francophone et du Comité ministériel de concertation intra-francophone, données le 21 septembre 2021 ;

Considérant l'avis de la Commission wallonne de la Santé, donné le 18 octobre 2021 ;

Sur la proposition du Ministre de la Santé ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017 portant exécution du décret du 9 mars 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital, est complété par ce qui suit :

« 16 : le lit gelé : lit mis hors activité en service ou hôpital psychiatrique dans le cadre des projets pilotes organisés en application de l'article 107 de la loi sur les hôpitaux. ».

**Art. 3.** A l'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2 :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par ce qui suit :

« Ne sont pas visés par cette disposition, les lits agréés gelés en service et hôpital psychiatrique pour lesquels le nombre de lits agréés gelés est d'office pris en considération pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>. » ;

b) l'alinéa 2 est complété par ce qui suit :

« Le nombre de lits gelés agréés en hôpital psychiatrique est également pris en considération dans ce calcul pour ce qui concerne les infrastructures sportives et d'activités thérapeutiques en hôpital psychiatrique. » ;

2° au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1°, les mots « déduction faite des lits gelés agréés en service et hôpital psychiatrique » sont insérés après les mots « considérés séparément » ;

b) au 2°, le mot « obtenu » est remplacé par le mot « obtenue » ;

c) le point d) est remplacé par ce qui suit :

« 80% x 365 pour les journées en lits psychiatriques, de jour et de nuit, de neuropsychiatrie d'observation et de traitement ainsi que de neuropsychiatrie de traitement des malades adultes (index A et T) et 70% x 365 pour les journées en lits psychiatriques, de jour et de nuit, de neuropsychiatrie infantile (index K) » ;

d) le point e) est remplacé par ce qui suit :

« e) 80% X 251 pour les journées en lits psychiatriques, de jour ou de nuit, de neuropsychiatrie d'observation et de traitement ainsi que de neuropsychiatrie de traitement des malades adultes (index Aj, An, Tj, Tn) et 70% x 251 pour les journées en lits psychiatriques, de jour ou de nuit, de neuropsychiatrie infantile (index Kj et Kn) ».

**Art. 4.** A l'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2018, au paragraphe 3, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le taux d'intérêt moyen du marché est calculé à partir de la référence « IRS ASK DURATION à 10, 20 ou 25 ans », tel que publié sur mrw.symex.be (<https://mrw.symex.be/doccenter/interest.php>), auquel sera ajouté une marge à 10, 20 et 25 ans couvrant la marge bancaire ainsi qu'une marge de sécurité étant donné la variabilité au sein du secteur. ».

**Art. 5.** A l'article 11 du même arrêté, au paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1° ;

a) les mots « déduction faite des lits gelés agréés en service ou hôpital psychiatrique, » sont insérés entre les mots « 20° » et les mots « ou le nombre de lits retenus » ;

b) le point d) est remplacé par ce qui suit :

« d) 80% x 365 pour les journées en lits psychiatriques, de jour et de nuit, de neuropsychiatrie d'observation et de traitement ainsi que de neuropsychiatrie de traitement des malades adultes (index A et T) et 70% x 365 pour les journées en lits psychiatriques, de jour et de nuit, de neuropsychiatrie infantile (index K) » ;

2° le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° le nombre de lits d'hospitalisation de jour ou de nuit agréé, en service ou hôpital psychiatrique, tel que visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1° et 4°, déduction faite des lits gelés agréés, ou le nombre de lits retenus s'il est fait application de l'article 5, § 2, multiplié, par index de lits, par les taux suivants, qui traduisent l'occupation des lits :

a) 80% X 251 pour les journées en lits psychiatriques, de jour ou de nuit, de neuropsychiatrie d'observation et de traitement ainsi que de neuropsychiatrie de traitement des malades adultes (index Aj, An, Tj, Tn) ;

b) 70% x 251 pour les journées en lits psychiatriques, de jour ou de nuit, de neuropsychiatrie infantile (index Kj et Kn) ; ».

**Art. 6.** A l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « article 13 » sont remplacés par les mots « article 14 ».

**Art. 7.** A l'article 18, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2°, les mots « un certificat d'urbanisme n° 2 s'il échet ; ainsi que » sont supprimés ;

2° le 6° est abrogé.

**Art. 8.** A l'article 21 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, à l'alinéa 1<sup>er</sup> ;

a) les mots « L'hôpital » sont remplacés par les mots « Pour le premier mai de l'année d'activation au plus tard, l'hôpital » ;

b) l'alinéa est complété par ce qui suit :

« Le permis d'urbanisme ainsi que le rapport du service régional d'incendie sont également transmis s'ils doivent être obtenus en vertu de la législation en vigueur. » ;

2° le paragraphe 3 est complété par ce qui suit :

« A cette fin, les hôpitaux tiennent à disposition de l'administration tout document utile. Des visites sur place peuvent être organisées afin de s'assurer de la conformité des travaux réalisés par rapport au projet approuvé. » ;

3° il est ajouté un nouveau paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. L'hôpital fournit annuellement, à titre informatif, pour le 1<sup>er</sup> février au plus tard, une actualisation réaliste de la planification d'activation de mètres carrés dans sa capacité de facturation, eu égard aux évolutions constatées les plus récentes de ses projets et chantiers. ».

**Art. 9.** A l'article 22 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, 1°, les mots « par centre de frais » sont remplacés par les mots « par natures d'investissements » ;

2° le paragraphe 4 est abrogé.

**Art. 10.** L'article 23 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 23. L'hôpital qui fait une fausse déclaration ou refuse de fournir, malgré deux rappels écrits, décrivant la sanction à laquelle le contrevenant s'expose en vertu des présentes dispositions, les documents dont la transmission obligatoire à l'administration est expressément prévue à l'article 22, voit son prix d'hébergement facturable à la journée diminué de 10%, à partir du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit la date de la notification par l'AVIQ de cette sanction jusqu'à la fin du mois au cours duquel l'institution satisfait à ses obligations. ».

**Art. 11.** A l'article 24, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « 3.800.000 euros » sont remplacés par les mots « 4.659.000 euros ».

**Art. 12.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2021.

**Art. 13.** La Ministre de la Santé est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 février 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale  
et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/20351]

**17 FEBRUARI 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017 tot uitvoering van het decreet van 9 maart 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 maart 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017 tot uitvoering van het decreet van 9 maart 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 augustus 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 september 2021;

Gelet op het rapport van 6 september 2021, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 70.792/4 van de Raad van State, gegeven op 19 januari 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Gelet op de beslissingen van het inter-Franstalig overlegorgaan en het intra-Franstalige ministerieel comité voor overleg van 21 september 2021;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de la santé" (Waalse gezondheidscommissie), gegeven op 18 oktober 2021;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017 tot uitvoering van het decreet van 9 maart 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen, wordt aangevuld als volgt:

“16: bed-bevriezing: een bed dat in een psychiatrische afdeling of een psychiatrisch ziekenhuis buiten gebruik is gesteld in het kader van de proefprojecten die worden georganiseerd op grond van artikel 107 van de ziekenhuiswet.

**Art. 3.** In artikel 5 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2:

a) lid 1 wordt aangevuld met wat volgt:

“Deze bepaling is niet van toepassing op bevroren erkende bedden in psychiatrische afdelingen en ziekenhuizen waarvoor het aantal bevroren erkende bedden automatisch in aanmerking wordt genomen voor de toepassing van paragraaf 1.”;

b) lid 2 wordt aangevuld met wat volgt:

“Het aantal bevroren erkende bedden in psychiatrische ziekenhuizen wordt ook in aanmerking genomen bij deze berekening met betrekking tot faciliteiten voor sport en therapeutische activiteiten in psychiatrische ziekenhuizen.”.

2° in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 1° worden de woorden “na aftrek van de bevroren bedden die zijn erkend voor psychiatrische afdelingen en ziekenhuizen” ingevoegd na de woorden “afzonderlijk in overweging genomen”

b) in punt 2° in de Franse versie wordt het woord “obtenu” vervangen door het woord “obtenue”;

c) punt d) wordt vervangen als volgt :

“80 % x 365 voor de verpleegdagen in bedden psychiatrie dag- en nachtopname, voor observatie en behandeling neuropsychiatrie, alsmede voor behandeling neuropsychiatrie voor volwassen patiënten (index A en T) en 70 % x 365 voor dagen in psychiatrische bedden, dag en nacht, voor kinderneuropsychiatrie (index K)”;

d) punt e) wordt vervangen als volgt :

« e) “80 % x 251 voor de verpleegdagen in bedden psychiatrie dag- en nachtopname, voor observatie- en behandelingsneuropsychiatrie, alsmede neuropsychiatrie voor de behandeling van volwassen patiënten (index Aj, An, Tj, Tn) en 70% x 251 voor dagen in psychiatrische bedden, dag of nacht, voor kinderneuropsychiatrie (index Kj en Kn)”.

**Art. 4.** In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2018, in paragraaf 3, wordt het tweede lid vervangen door hetgeen volgt:

“De gemiddelde rentevoet wordt berekend op basis van de IRS ASK DURATION referentie op 10, 20 of 25 jaar, zoals gepubliceerd op [mrw.symex.be](https://mrw.symex.be) (<https://mrw.symex.be/doccenter/interest.php>), waaraan een marge op 10, 20 en 25 jaar wordt toegevoegd die de bankmarge dekt, alsmede een veiligheidsmarge gezien de variabiliteit binnen de sector.”.

**Art. 5.** In artikel 11 van hetzelfde besluit, in paragraaf 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1°;

a) de woorden “na aftrek van de bevroren bedden die zijn erkend voor psychiatrische afdelingen en ziekenhuizen,” worden ingevoegd tussen de woorden “20°” en de woorden “of het aantal in aanmerking genomen bedden”;

b) punt d) wordt vervangen als volgt :

“d) 80 % x 365 voor de verpleegdagen in bedden psychiatrie dag- en nachtopname, voor observatie en behandeling neuropsychiatrie, alsmede voor behandeling neuropsychiatrie voor volwassen patiënten (index A en T) en 70% x 365 voor dagen in psychiatrische bedden, dag en nacht, voor kinderneuropsychiatrie (index K)”;

2° punt 2° wordt vervangen als volgt:

2° het aantal bedden in dag- en nachtopname erkend als dienst en psychiatrisch ziekenhuis als bedoeld in artikel 5, § 1, 1° en 4°, na aftrek van de erkende bevroren bedden, of het aantal behouden bedden indien artikel 5, § 2 wordt toegepast, vermenigvuldigd met volgende percentage per index van bedden dat een vertaling is van de bezetting van de bedden :

a) 80 % x 251 voor de verpleegdagen in bedden psychiatrie dag- en nachtopname, voor observatie- en behandelingsneuropsychiatrie, alsmede neuropsychiatrie voor de behandeling van volwassen patiënten (index Aj, An, Tj, Tn);

b) 70% x 251 voor dagen in psychiatrische bedden, dag of nacht, voor kinderneuropsychiatrie (index Kj en Kn).<

**Art. 6.** In artikel 15, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 13 » vervangen door de woorden « artikel 14 ».

**Art. 7.** In artikel 18, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in punt 2° worden de woorden “een stedenbouwkundig certificaat nr. 2 in voorkomend geval alsook” geschrapt;  
2° punt 6° wordt opgeheven.

**Art. 8.** In artikel 21 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in paragraaf 1, in het eerste lid ;

a) de woorden “Het ziekenhuis stelt” worden vervangen door de woorden “Uiterlijk op 1 mei van het jaar van activering stelt het ziekenhuis”;

- b) het lid wordt aangevuld met wat volgt:

“De stedenbouwkundige vergunning en het verslag van de regionale brandweer worden eveneens toegezonden indien zij krachtens de geldende wetgeving moeten worden verkregen;

- 2° paragraaf 3 wordt aangevuld met wat volgt:

“Daartoe stellen de ziekenhuizen alle nuttige documenten ter beschikking van de administratie. Er kunnen bezoeken ter plaatse worden georganiseerd om na te gaan of de uitgevoerde werkzaamheden in overeenstemming zijn met het goedgekeurde project”;

- 3° er wordt een nieuwe paragraaf 4 toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 4. Het ziekenhuis verstrekt jaarlijks uiterlijk op 1 februari ter informatie een realistische actualisering van de planning voor de activering van vierkante meters in zijn facturatiecapaciteit, rekening houdend met de meest recente ontwikkelingen in zijn projecten en werven.”.

**Art. 9.** In artikel 22 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, punt 1°, worden de woorden “per kostencentrum” vervangen door de woorden “per aard van de investering”;

- 2° paragraaf 4 wordt opgeheven.

**Art. 10.** Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 23. Het ziekenhuis dat een valse aangifte doet of weigert, ondanks twee schriftelijke aanmaningen waarin de sanctie wordt beschreven waaraan de veroordeelde krachtens deze bepalingen is blootgesteld, de documenten te verstrekken waarvan de verplichte toezending aan de administratie uitdrukkelijk is voorzien in artikel 22, ziet zijn dagelijkse factureerbare verblijfkosten verminderen met 10%, vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van kennisgeving van deze sanctie door de AVIQ tot het einde van de maand waarin de instelling haar verplichtingen nakomt.”.

**Art. 11.** In artikel 24, paragraaf 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “3.800.000 euro” vervangen door de woorden “4.659.000 euro”.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2021.

**Art. 13.** De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 februari 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie  
en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/40175]

**27 JANVIER 2022. — Arrêté ministériel autorisant pour cause  
d'utilité publique, l'expropriation de biens immeubles situés à 7700 Mouscron**

Par arrêté ministériel du 27 janvier 2022, la Direction des Routes de Mons est autorisée, pour cause d'utilité publique, à procéder à l'expropriation, en vue de la réalisation d'une voirie de remembrement, à 7700 Mouscron, repris au tableau des emprises ci-dessous et au plan d'expropriation HN518.A2/17/16 ;

En conséquence, la procédure d'expropriation des biens précités sera poursuivie conformément aux dispositions du décret du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation.

Le présent arrêté est publié dans son intégralité durant trente jours sur le site internet de la Commune s'il existe ou, à défaut, aux endroits habituels d'affichage.

Le plan d'expropriation HN518.A2/17/16 peut être consulté auprès de la Direction des Routes de Mons situé Rue du Joncquois 118 à 7000 Mons.